



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013

SOMMAIRE

1 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2013

1.1 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2013

- 1.1.1. Lagardère a assigné en justice Vivendi et Groupe Canal+ afin d'obtenir la restitution de 1,6 milliard d'euros de trésorerie au profit de Canal+ France
- 1.1.2. Cession par Lagardère de sa participation dans EADS N.V.
- 1.1.3. Cession par le groupe Lagardère de sa participation de 25 % dans le groupe Amaury moyennant 91,4 M€
- 1.1.4. Versement d'un acompte sur dividende
- 1.1.5. Rachat partiel de l'obligation à échéance octobre 2014

1.2 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

1.3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2013

1.3.1. Compte de résultat

1.3.2 Tableau de financement

1.4 *INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES*

1.5 *ÉVÉNEMENT(S) POSTÉRIEUR(S) À LA CLÔTURE*

1.6 *ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2013*

2 - ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

3 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

4 - RESPONSABLES DU DOCUMENT – ATTESTATION DE LA GÉRANCE

1 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2013

Lagardère est un groupe 100 % média comptant parmi les leaders mondiaux de ce secteur. Il est implanté dans une trentaine de pays et se structure autour de quatre branches d'activités distinctes et complémentaires :

- Lagardère Publishing : Livre et e-Publishing ;
- Lagardère Active : Presse, Audiovisuel (Radio, Télévision, Production audiovisuelle), Numérique et Régie publicitaire ;
- Lagardère Services : Travel Retail et Distribution ;
- Lagardère Unlimited : Sport et Entertainment.

° °
°

1.1 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2013

Le lien, lorsqu'il existe ou lorsqu'il est significatif, entre ces événements et leur incidence sur les comptes est présenté soit dans le paragraphe 1.3, soit en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.1.1 Lagardère assigne en justice Vivendi et Groupe Canal+ afin d'obtenir la restitution de 1,6 milliard d'euros de trésorerie au profit de Canal+ France

Le 12 février 2013, Lagardère, en sa qualité d'actionnaire de Canal+ France (20%), a assigné Vivendi et Groupe Canal+ (ci-après : « le groupe Vivendi ») à comparaître devant le tribunal de commerce de Paris afin d'obtenir que le groupe Vivendi restitue à Canal+ France sa trésorerie, laquelle atteignait près de 1,6 milliard d'euros au 30 novembre 2012.

Ce litige est décrit plus en détail dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2013.

1.1.2 Cession par Lagardère de sa participation dans EADS N.V.

Le 2 avril 2013, lors de la prise d'effet de la nouvelle gouvernance d'EADS mentionnée au paragraphe 5.2.2.1 A3/ du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 5 avril 2013, la société Lagardère est devenue seule actionnaire de la société Sogead SCA, conformément à l'accord signé le 5 décembre 2012. Cette opération a été réalisée par le biais d'un rachat par Sogead SCA de ses propres actions détenues par Sogepa et représentant environ 66,67 % du capital de Sogead SCA, suivi d'une annulation desdites actions. Sogead SCA a concomitamment cédé à Sogepa un nombre d'actions EADS correspondant par transparence à la participation que Sogepa détenait jusqu'alors dans Sogead SCA.

Le 8 avril 2013, Lagardère a initié, via Sogead SCA, une opération de cession par voie de placements privés auprès d'investisseurs qualifiés avec constitution accélérée d'un carnet d'ordre portant sur la participation de 7,4 % d'EADS dont Sogead SCA était restée propriétaire.

Le 12 avril 2013, Lagardère a finalisé, dans le cadre de cette opération de marché, la cession par Sogead SCA de la totalité de sa participation pour un montant total de 2 283 millions d'euros. EADS a participé à cet achat pour un montant de 500 millions d'euros, au prix du livre d'ordres (soit 37,36 euros par action).

Sogead SCA a été absorbée par Lagardère SCA le 16 mai 2013.

1.1.3 Cession par le groupe Lagardère de sa participation de 25 % dans le Groupe Amaury moyennant 91,4 M€

Le 23 mai 2013, le groupe Lagardère a cédé sa participation de près de 25 % dans la société Les Éditions P. Amaury, holding du groupe de médias et d'organisation d'événements sportifs Amaury, pour un prix total de 91,4 millions d'euros.

Cette cession s'est effectuée au travers d'une réduction du capital de la société Les Éditions P. Amaury qui a procédé au rachat de ses propres actions auprès du groupe Lagardère.

1.1.4 Versement d'un acompte sur dividende

Lagardère SCA a versé un acompte sur dividende de neuf euros par action (soit un montant total de 1 151 M€) détaché de l'action le 28 mai et mis en paiement le 31 mai 2013.

Cet acompte correspond à la partie exceptionnelle du dividende qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014 au titre de l'exercice 2013.

Conformément aux dispositions légales, ce versement est intervenu sur la base de comptes sociaux intermédiaires de Lagardère SCA qui ont été auparavant arrêtés à cet effet par la Gérance et qui ont pris en compte la plus-value de cession des titres EADS.

1.1.5 Rachat partiel de l'obligation à échéance octobre 2014

Le groupe Lagardère a annoncé le 31 mai 2013 avoir procédé à une opération de rachat partiel de l'obligation venant à échéance en octobre 2014. Un total de 215 millions d'euros a été apporté à l'offre faite aux porteurs. Compte tenu d'un rachat de gré à gré de 3 M€ réalisé en janvier 2013, cette opération porte à 218 M€ le total racheté sur le premier semestre 2013, qui viendra réduire d'autant le remboursement à échéance 2014 qui s'établit dorénavant à 657 M€.

Comme annoncé, le Groupe a ainsi consacré une partie du produit de la cession de sa participation dans EADS à la réduction de son endettement, cette opération de rachat partiel lui permettant également d'améliorer son profil de liquidité.

1.2 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Ces éléments sont globalement décrits dans le chapitre 3 intitulé « Facteurs de risques » du Document de référence comprenant les comptes de l'exercice 2012 déposé auprès de l'AMF le 5 avril 2013.

Pour ce qui concerne les litiges ayant connu des évolutions notables depuis les faits relatés dans le Document de référence, il convient de se référer, en particulier, à la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2013.

1.3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2013

Les principales activités du groupe Lagardère sont exercées au sein de son pôle Media qui comprend les divisions Lagardère Publishing, Lagardère Active, Lagardère Services et Lagardère Unlimited.

A cet ensemble, viennent se rajouter d'une part la participation de 20% détenue dans Canal+ France, d'autre part les « autres activités » qui sont celles non directement rattachables aux entités opérationnelles du pôle Media.

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2013 sont décrites en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.3.1 Compte de résultat

Compte de résultat			
	30.06.13	30.06.12	31.12.12
Chiffre d'affaires	3 406	3 389	7 370
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (*)	105	106	339
Résultat des sociétés mises en équivalence (**)	(2)	45	105
Éléments non récurrents / non opérationnels	1 489	(39)	(216)
Résultat avant charges financières et impôts	1 592	112	228
Charges financières nettes	(55)	(40)	(82)
Charges d'impôts	(46)	(24)	(40)
Résultat net consolidé	1 491	48	106
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	1 483	36	89
- Intérêts minoritaires	8	12	17
	<p>(*) Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées est défini comme la différence entre le résultat avant charges financières et impôts et les éléments suivants du compte de résultat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution des sociétés mises en équivalence • Plus ou moins-values de cession d'actifs • Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles • Charges de restructuration • Éléments liés aux regroupements d'entreprises <ul style="list-style-type: none"> - Frais liés aux acquisitions - Profits et pertes découlant des ajustements de prix d'acquisition - Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions <p>(**) Avant pertes de valeur</p>		

Le premier semestre 2013 confirme la capacité de résilience du groupe Lagardère, qui affiche une activité restée stable à données comparables, avec un chiffre d'affaires s'élevant à 3 406 M€. Les belles performances de la Littérature, de la Production audiovisuelle et du Duty free ont permis de compenser un environnement demeuré difficile en Europe et l'accélération du déclin des produits de l'écrit.

L'écart entre les données comparables et brutes intègre un effet de périmètre positif de +40 M€, lié pour l'essentiel aux acquisitions réalisées par Lagardère Services et Lagardère Active en 2012 (notamment Aéroport de Rome, LeGuide.com et BilletRéduc), en partie compensées par la sortie de l'OLF (distribution de livres en Suisse) et l'incidence du passage en contrat de commission d'un contrat téléphonie en Hongrie (sans effet sur le résultat). Les variations de change (calculées en taux moyen pour la période) ont quant à elles un impact négatif de -24 M€ (principalement chez Lagardère Publishing, en raison de la dépréciation de la livre sterling et du yen vis-à-vis de l'euro).

L'activité de Lagardère Publishing affiche une progression de +3,1% à données comparables, pour s'établir à 917 M€, grâce à de très belles performances en Littérature, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Les ventes de livres numériques continuent leur progression, et pèsent désormais pour 11,4% du chiffre d'affaires de la branche, contre 8,4% au premier semestre 2012. Ce succès des ventes de livres numériques demeure concentré dans les pays anglo-saxons, au Royaume-Uni où le chiffre d'affaires des e-books atteint 31% du chiffre d'affaires « adult trade » (contre 22% pour la même période l'an dernier), ainsi qu'aux Etats-Unis où le numérique représente désormais 34% des ventes (contre 27% à fin juin 2012).

En France, l'activité progresse grâce aux très belles performances de la Littérature générale, qui bénéficie de la publication des deux derniers tomes du roman d'E.L. James, mais également du nouveau roman de Dan Brown, *Inferno* ; ces succès profitent également aux activités de Distribution. Ces performances se trouvent atténuées par un repli de l'Illustré (qui pâtit d'un effet de comparaison défavorable après un très bon premier semestre 2012) et de l'Education (qui ne bénéficie pas cette année de réformes pour le secondaire).

Aux Etats-Unis, l'activité est également en croissance, portée par un catalogue de nouveautés fourni et soutenu par une forte actualité cinématographique, avec les films tirés de romans édités par le Groupe, comme *Safe Haven* de Nicholas Sparks et *Beautiful Creatures* de K. Garcia et M. Stohl.

Malgré de bons succès commerciaux, le chiffre d'affaires au Royaume-Uni est en très léger repli, du fait de conditions de marché toujours difficiles à l'international (en Australie et Nouvelle-Zélande).

L'Espagne, toujours affectée par la crise économique et ne bénéficiant pas de réformes scolaires cette année, voit son activité décroître.

À noter, enfin, une très belle performance dans les activités de Fascicules, avec de bons succès éditoriaux au Royaume-Uni et en Russie.

L'activité de Lagardère Active est fortement impactée, à fin juin, par les variations de son périmètre (effet positif de +20 M€), liées notamment aux acquisitions LeGuide.com et BilletReduc.com réalisées au second semestre 2012. A données comparables, le chiffre d'affaires est en très légère croissance, à +0,3%, et s'établit à 471 M€.

Comme attendu, la production audiovisuelle est en très forte hausse sur ce premier semestre (+43%), avec d'importantes livraisons tant sur les programmes de stock (*Clem*, *L'Odyssee*, *Borgia 2*, *Jo*, ...) que de flux (*Si près de chez vous*). Une telle performance n'est cependant pas à extrapoler pour l'ensemble de l'année. Les activités de Chaînes TV sont également en progression (+5%), avec de bonnes performances à l'international.

En revanche, Lagardère Active souffre d'un marché publicitaire en repli : son chiffre d'affaires publicitaire a décliné de -6%, baisse particulièrement marquée pour les magazines (-9%). La radio en revanche, et en particulier Europe 1 qui affiche de belles performances en ce début d'année, confirme son statut de média défensif.

Sur ce semestre, la branche pâtit par ailleurs de la poursuite de l'érosion de la diffusion des magazines, en contraction sensible de -7,6%, affectée par une baisse de la consommation et les perturbations intervenues dans la distribution en kiosques.

Le chiffre d'affaires de Lagardère Services s'établit à 1 814 M€ au 30 juin 2013, en léger retrait de -0,4% en données brutes et de -0,8% à données comparables. L'activité sur le premier semestre bénéficie toujours de la dynamique du Travel Retail, en progression de +2% en données comparables. La croissance est particulièrement marquée chez Aelia, qui progresse de près de 3%, ainsi qu'en Europe centrale (+12% en Roumanie, +4% en Pologne). La zone Asie-Pacifique, grâce au développement du réseau, affiche une forte progression de +6%, dont +25% en Asie.

La Distribution est en repli de -4,5% en données comparables, du fait de l'érosion accrue du marché des produits imprimés – presse et livres.

Le chiffre d'affaires de Lagardère Unlimited, qui s'établit à 204 M€, est en baisse de -4,6% en données brutes et de -7,1% à données comparables, l'écart s'expliquant essentiellement par un effet de périmètre positif (+6 M€) lié aux acquisitions réalisées en 2012, SMAM en Australie (conseil en marketing sportif) et Zaechel en Allemagne (hospitalité).

La baisse en chiffre d'affaires est concentrée chez World Sport Group, et essentiellement liée à deux éléments : la non-occurrence en 2013 des matches de qualification pour les Jeux Olympiques, ainsi que le passage du contrat AFC (Asian Football Cup) en contrat de commission (versus buy-out précédemment), ce qui réduit le montant de chiffre d'affaire comptabilisé, sans impact sur la marge brute.

Sportfive, en revanche, connaît un bon premier semestre grâce à l'effet calendaire lié à l'occurrence des matches de qualification (fédérations européennes) pour la Coupe du monde de football 2014, de bonnes performances sur la Coupe d'Afrique des Nations, et une forte progression des activités de marketing des clubs de football en Allemagne (notamment *Borussia Dortmund* et *Bayer Leverkusen*).

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées du pôle Media s'établit à +138 M€, en progression de +26 M€ par rapport à celui du 30 juin 2012 (+112 M€). Son évolution par activité s'analyse de la façon suivante :

- Le résultat de Lagardère Publishing s'établit à +71 M€, en progression de +14 M€ par rapport au 30 juin 2012. Cette croissance résulte des très belles performances en littérature générale, tirées par les best-sellers, tant en France qu'aux Etats-Unis, et de la bonne tenue des activités de Fascicules au Royaume-Uni et en Russie.
- Le résultat de Lagardère Active progresse de +2 M€ pour s'établir à +33 M€ au 30 juin 2013. Le recul du chiffre d'affaires publicitaire et des revenus de diffusion, décrit plus haut, est en effet compensé, sur le semestre, par l'apport en résultat des récentes acquisitions numériques, les performances accrues sur la télévision, et l'effet de la poursuite des plans d'économies.
- Le résultat de Lagardère Services ressort à +29 M€, en baisse de -8 M€ par rapport au premier semestre 2012. Cette évolution s'explique par le déclin des résultats de la distribution - reflet de la baisse d'activité décrite précédemment - qui se trouve cependant atténué par un strict contrôle des coûts. Le profit des activités de Travel retail est quant à lui en très léger repli en raison de la décroissance des ventes de presse chez Relay, et ce malgré une évolution du mix produit vers des produits à plus forte marge.
- Le résultat de Lagardère Unlimited s'établit à +5 M€, contre une perte de -13 M€ au 30 juin 2012. Le résultat du premier semestre 2012 intégrait une dotation pour risque sur le contrat CIO (vente en Europe des droits médias pour les Jeux Olympiques 2014 et 2016) à hauteur de -22 M€. A cet élément non récurrent s'ajoute l'effet des belles performances sur les droits marketing des clubs allemands, atténué par l'impact défavorable de l'effet calendaire, chez World Sport Group, décrit plus haut (non-occurrence des matches de qualification pour les Jeux Olympiques),

Les autres activités dégagent un résultat opérationnel courant en perte de -33 M€, qui comprend une charge provisionnée à hauteur de 15 M€ au titre de la prime exceptionnelle décidée par la Gérance à l'occasion de la cession des titres EADS. Cette prime sera versée à l'ensemble des collaborateurs du Groupe au cours du deuxième semestre 2013. Pour les salariés français, elle entre dans le champ d'application de la loi de juillet 2011 qui a institué

une prime de partage des profits au bénéfice des salariés d'un Groupe dans le cas d'une hausse des dividendes versés à ses actionnaires par l'entité contrôlant le Groupe.

Le résultat des autres activités est par ailleurs impacté par des résultats déficitaires en provenance de Matra Manufacturing & Services et par les frais supportés en relation avec le dossier Canal+ France.

Au 30 juin 2012, les autres activités présentaient un résultat opérationnel courant de -6 M€.

Le résultat des sociétés mises en équivalence (avant pertes de valeur) s'établit à -2 M€ au 30 juin 2013 contre +45 M€ à fin juin 2012, en raison de la cession de la participation dans EADS, qui contribuait pour +42 M€ au premier semestre 2012. La contribution des participations du pôle Media est en baisse de -5 M€ par rapport à fin juin 2012, en raison de la dégradation des résultats du groupe Marie Claire et de Gulli.

Au 30 juin 2013, les éléments non récurrents/non opérationnels du résultat avant charges financières et impôts présentent un profit net de 1 489 M€ qui comprend, pour l'essentiel :

- Des plus et moins-values de cession pour un montant net de frais de +1 810 M€, incluant la plus-value dégagée sur la cession de la participation détenue dans EADS pour un montant net de 1 823 M€.
- Des pertes de valeur sur immobilisations incorporelles pour -249 M€, dont -209 M€ chez Lagardère Active, essentiellement relatifs à ses actifs de Presse magazine ; ces pertes de valeur sont le reflet de la révision à la baisse des cash flows futurs dégagés par ces activités, et du taux de croissance à l'infini ramené à 0% pour la Presse magazine, contre 1,5% à fin 2012. L'activité de distribution de presse en Suisse chez Lagardère Services, touchée de la même façon par la baisse devenue structurelle du marché de la diffusion de presse, a également fait l'objet d'une dépréciation, pour un montant de -30 M€.
- Une perte de valeur de -35 M€ sur la participation détenue dans le groupe Marie Claire, comptabilisée sur la base d'une évaluation externe réalisée par un établissement financier et qui, tout comme l'activité des magazines de Lagardère Active, prend en compte la dégradation de l'environnement économique du marché de la presse.
- Des charges de restructuration pour -14 M€, dont -8 M€ chez Lagardère Active liées à la poursuite des plans d'économies mis en œuvre, le solde étant réparti entre les trois autres branches.
- L'amortissement des incorporels et frais liés aux acquisitions des sociétés intégrées pour -12 M€, dont -7 M€ chez Lagardère Services et -4 M€ chez Lagardère Unlimited.

Au 30 juin 2012, les éléments non récurrents/ non opérationnels affichaient une perte nette de -39 M€ comprenant des pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles pour -9 M€, notamment liées à la dépréciation chez Lagardère Active d'un immeuble en Italie, des amortissements d'actifs incorporels et frais liés aux acquisitions pour -16 M€ et des charges de restructuration à hauteur de -14 M€.

En conséquence de ce qui précède, le résultat avant charges financières et impôts du Groupe s'établit au 30 juin 2013 à +1 592 M€, en amélioration de +1 480 M€ par rapport au 30 juin 2012.

Les charges financières nettes s'établissent à -55 M€ au 30 juin 2013, en augmentation de 15 M€ par rapport au premier semestre 2012, la majeure partie de cette évolution s'expliquant par les frais liés à l'opération de rachat partiel de l'emprunt obligataire à échéance 2014.

Au 30 juin 2013, la charge d'impôt comptabilisée s'établit à 46 M€ et comprend notamment :

- la contribution additionnelle de 3% instituée en France sur les dividendes versés, soit 40 M€ ;
- un profit de 31 M€ correspondant à une reprise d'impôt différé passif associée à la dépréciation des titres de publication de la Presse Magazine.

La part des profits attribuable aux intérêts minoritaires s'établit à 8 M€ au 30 juin 2013, contre 12 M€ à fin juin 2012.

1.3.2 Tableau de financement

Financement			
	30.06.13	30.06.12	31.12.12
Marge brute d'autofinancement	178	237	552
Variation du besoin en fonds de roulement	(91)	(191)	(21)
Flux générés par l'activité	87	46	531
Intérêts payés, encaissés et impôts payés (*)	(98)	(44)	(140)
Flux opérationnels	(11)	2	391
Investissements	(210)	(210)	(648)
– incorporels et corporels	(163)	(103)	(264)
– financiers	(47)	(107)	(384)
Cessions d'actifs	2 382	20	85
– incorporels et corporels	1	4	20
– financiers	2 381	16	65
(Augmentation) diminution des placements financiers	14	10	28
Flux nets d'investissements	2 186	(180)	(535)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	2 175	(178)	(144)
Flux de financement	(2 237)	43	162
Autres flux	(8)	7	(13)
Variation de trésorerie	(70)	(128)	5
(*) : dont au 30 juin 2013, 40 M€ de taxe sur dividendes versés.			

1.3.2.1 Flux opérationnels et d'investissements

Au 30 juin 2013, la marge brute d'autofinancement ressort à +178 M€, contre +237 M€ au 30 juin 2012. Cette évolution reflète l'impact de la baisse des dotations aux amortissements et des provisions (pour mémoire, une dotation pour risque sur le contrat CIO avait été passée dans les comptes de juin 2012 à hauteur de -22 M€), ainsi que la baisse des dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (notamment EADS, dont les dividendes s'élevaient à 28 M€ en 2012).

La variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement négative à fin juin, s'améliore très sensiblement sur le premier semestre 2013, s'établissant à -91 M€ à comparer à -191 M€ sur le premier semestre 2012. Cette progression est imputable à la nette amélioration de la variation de Lagardère Unlimited, grâce à des encaissements sur le contrat CIO chez Sportfive International, et à une évolution favorable chez Lagardère Publishing sous l'effet d'une diminution du poste avances auteurs aux Etats-Unis ; ces impacts sont néanmoins partiellement contrebalancés par une dégradation de la variation du besoin en fonds de roulement de Lagardère Active, dont l'activité de production audiovisuelle a connu un début d'année 2013 particulièrement riche en livraisons, comptabilisées à date dans les créances clients.

Les intérêts payés (nets des intérêts encaissés) s'établissent à -28 M€, contre -12 M€ au 30 juin 2012. Ils intègrent cette année les frais liés à l'opération de rachat partiel de l'obligation venant à échéance en octobre 2014. Les impôts payés représentent -70 M€ (dont -40 M€ de contribution additionnelle sur les dividendes versés), contre -32 M€ à fin juin 2012.

En conséquence de ce qui précède, les flux opérationnels s'élèvent à -11 M€ au 30 juin 2013 contre +2 M€ au 30 juin 2012.

Les investissements corporels et incorporels ressortent à 163 M€ au 30 juin 2013, en hausse de 60 M€ par rapport au 30 juin 2012, et concernent principalement sur les deux périodes, tant en valeurs absolues qu'en variations, Lagardère Services (aménagement de points de vente consécutifs au développement du Travel retail) et Lagardère Unlimited (acquisition de droits sportifs).

Les investissements financiers s'élèvent à 47 M€, notamment représentés par diverses acquisitions de taille modeste chez Lagardère Publishing (Galore Park, activité d'éducation au Royaume-Uni) et Lagardère Services (sociétés de distribution en Hongrie), ainsi que chez Lagardère Unlimited par le versement de dépôts de garantie relatifs au contrat AFC (World Sport Group).

Les cessions d'actifs corporels et incorporels représentent 1 M€ au 30 juin 2013.

Les cessions d'actifs financiers s'élèvent à 2 381 M€ et se rapportent essentiellement aux cessions de la participation détenue dans EADS, pour un montant net de frais de 2 272 M€, et de la participation de 25% dans le groupe Amaury pour 91 M€.

Au total, la somme des flux opérationnels et d'investissements représente un encaissement net de 2 175 M€ contre un décaissement net de 178 M€ au 30 juin 2012, variation principalement imputable à la trésorerie dégagée au cours de ce premier semestre par les cessions EADS et Amaury, citées plus haut.

1.3.2.2 Flux de financement

Au 30 juin 2013, les flux de financement représentent un décaissement total de 2 237 M€ se décomposant comme suit :

- des dividendes versés de 1 332 M€ dont 1 318 M€ par Lagardère SCA. Ce montant inclut un dividende exceptionnel de 1 151 M€ qui fait suite à la cession de la participation détenue dans EADS et qui constitue un acompte à valoir sur le dividende qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires qui statuera en 2014 sur les comptes de l'exercice 2013 ;
- des remboursements d'emprunts pour un montant net de 904 M€ comprenant, pour l'essentiel, un rachat partiel de l'emprunt obligataire à échéance 2014 à hauteur de 218 M€, le remboursement total du Crédit Syndiqué 2011 pour 666 M€ et une baisse de l'en-cours de titrisation de 19 M€ chez Lagardère Active ;
- des achats de titres d'autocontrôle pour 1 M€.

1.3.2.3 Endettement financier net

L'endettement financier net se calcule comme suit :

	30.06.2013	31.12.2012
Placements financiers et trésorerie	627	703
Dettes financières non courantes	(1 282)	(2 165)
Dettes financières courantes	(245)	(238)
Trésorerie (endettement) financier net	(900)	(1 700)

Les variations des premiers semestres 2013 et 2012 s'analysent comme suit :

	2013	2012
Endettement net au 1^{er} janvier	(1 700)	(1 269)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	2 175	(178)
Acquisitions d'intérêts minoritaires	-	(56)
Dividendes	(1 332)	(190)
Diminution des placements financiers	(14)	(10)
Incidence des effets de change, périmètre et divers	(29)	(26)
Endettement net au 30 juin	(900)	(1 729)

1.4 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Voir note n°21 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

1.6 ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2013

Les bonnes performances chez Lagardère Publishing et Lagardère Active (Production audiovisuelle) ne sont pas à extrapoler sur l'ensemble de l'année. Au second semestre, Lagardère Publishing est confronté à un effet de comparaison plus difficile (bon niveau d'activité au 2^d semestre 2012) notamment du fait du repli attendu dans l'Éducation.

Néanmoins, les résultats du 1^{er} semestre ainsi que les perspectives pour le 2^d semestre permettent de maintenir l'objectif de Résop Média pour l'année 2013 tel que communiqué en mars dernier.

Ainsi, en 2013, le Résop Média devrait connaître une croissance comprise entre 0 % et 5 % par rapport à 2012, à change constant.

Cet objectif repose notamment sur une hypothèse de baisse des recettes publicitaires de l'ordre de 7 % chez Lagardère Active.

* *
*

2 - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

<i>(en millions d'euros)</i>		30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Chiffre d'affaires	<i>(Notes 3 et 4)</i>	3 406	3 389	7 370
Produits annexes		161	176	352
Produits des activités ordinaires		3 567	3 565	7 722
Achats et variation de stocks		(1 697)	(1 696)	(3 629)
Production immobilisée		8	2	3
Production stockée		46	61	144
Charges externes		(962)	(961)	(2 132)
Charges de personnel		(772)	(740)	(1 531)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions		(94)	(109)	(220)
Amortissements des actifs incorporels et frais liés aux acquisitions		(12)	(16)	(35)
Charges de restructuration	<i>(Note 5)</i>	(14)	(14)	(40)
Plus et moins-values de cession d'actifs et risques associés	<i>(Note 6)</i>	1 810	-	(3)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	<i>(Note 7)</i>	(249)	(9)	(94)
Autres charges	<i>(Note 8)</i>	(17)	(24)	(44)
Autres produits	<i>(Note 9)</i>	25	8	26
Contribution des sociétés mises en équivalence	<i>(Note 13)</i>	(47)	45	61
RESULTAT AVANT CHARGES FINANCIERES & IMPOTS	<i>(Note 3)</i>	1 592	112	228
Produits financiers	<i>(Note 10)</i>	5	5	11
Charges financières	<i>(Note 10)</i>	(60)	(45)	(93)
RESULTAT AVANT IMPOTS		1 537	72	146
Charge d'impôts	<i>(Note 11)</i>	(46)	(24)	(40)
RESULTAT NET CONSOLIDE		1 491	48	106
Dont part attribuable aux:				
Propriétaires de la société mère du Groupe		1 483	36	89
Intérêts minoritaires		8	12	17
<i>Résultat net par action - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</i>				
<i>Résultat net par action de base</i>	<i>(Note 12)</i>	11,60	0,29	0,70
<i>Résultat net par action dilué</i>	<i>(Note 12)</i>	11,47	0,28	0,69

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

(en millions d'euros)	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Résultat net consolidé	1 491	48	106
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	0	(20)	(25)
Impôts sur les écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	0	6	7
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt, qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	(14)	(18)
Variation des écarts de conversion	(33)	36	9
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés:	1	0	(1)
<i>Gains et pertes de la période non réalisés et enregistrés en capitaux propres</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<i>Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net</i>		<i>(1)</i>	<i>(2)</i>
Variation de juste valeur des titres non consolidés:	(2)	(1)	0
<i>Gains et pertes de la période non réalisés et enregistrés en capitaux propres</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>	
<i>Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net</i>			
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nette d'impôt (*)	9	(113)	48
<i>Gains et pertes de la période non réalisés et enregistrés en capitaux propres</i>		<i>(113)</i>	<i>48</i>
<i>Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net</i>	<i>9</i>		
<i>Ecarts de conversion</i>	<i>(70)</i>		
<i>Ecarts d'évaluation</i>	<i>79</i>		
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	0	0	0
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt, qui pourront être reclassés en résultat net	(25)	(78)	56
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(25)	(92)	38
Total des gains et pertes consolidés	1 466	(44)	144
Dont part attribuable aux:			
Propriétaires de la société mère du Groupe	1 458	(57)	126
Intérêts minoritaires	8	13	18

(*) : concerne uniquement le groupe EADS.

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Résultat net consolidé	1 491	48	106
Impôts sur le résultat	46	24	40
Charges financières nettes	55	40	82
Résultat avant charges financières et impôts	1 592	112	228
Dotations aux amortissements	106	121	246
Pertes de valeur, dotations aux provisions et autres éléments non monétaires	235	9	89
(Gain) perte sur cessions d'actifs	(1 810)	-	3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	8	40	47
Résultat des sociétés mises en équivalence	47	(45)	(61)
Variation du besoin en fonds de roulement	(91)	(191)	(21)
Flux générés par l'activité	87	46	531
Intérêts payés	(30)	(17)	(87)
Intérêts encaissés	2	5	11
Impôts payés (*)	(70)	(32)	(64)
Flux opérationnels	(A)	(11)	2
Investissements			
Incorporels et corporels	(163)	(103)	(264)
Titres de participation	(19)	(102)	(412)
Trésorerie sur entrée de périmètre	-	10	53
Autres actifs non courants	(28)	(15)	(25)
Total investissements	(B)	(210)	(210)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé			
Prix de vente des immobilisations cédées			
Incorporelles et corporelles	1	4	20
Titres de participation	2 365	14	59
Trésorerie sur sortie de périmètre	(1)	-	0
Diminution des autres actifs non courants	17	2	6
Total cessions	(C)	2 382	20
(Augmentation) diminution des placements financiers	(D)	14	10
Flux d'investissements	(E) = (B)+(C)+(D)	2 186	(180)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(F) = (A)+(E)	2 175	(178)
Opérations sur les capitaux propres			
Augmentation de capital de la société mère	-	-	0
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales	-	-	2
(Acquisitions) cessions d'actions d'autocontrôle	(1)	1	2
(Acquisitions) cessions d'intérêts minoritaires	-	(56)	(64)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère (**)	(1 318)	(166)	(166)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(14)	(24)	(26)
Mouvements financiers			
Augmentation des dettes financières	5	341	735
Diminution des dettes financières	(909)	(53)	(321)
Flux de financement	(G)	(2 237)	43
Autres mouvements			
Différences de conversion sur la trésorerie	(8)	7	(1)
Autres éléments	-	-	(12)
Total des autres mouvements	(H)	(8)	7
Variation de trésorerie	(I) = (F)+(G)+(H)	(70)	(128)
Trésorerie début de période		599	594
Trésorerie fin de période	<i>(Note 15)</i>	529	466

(*) dont au 30 juin 2013, 40 M€ de taxe sur dividendes versés

(**) y compris quote-part du résultat versé aux associés commandités

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2013	31.12.2012
Immobilisations incorporelles	939	1 016
Ecarts d'acquisition	1 644	1 799
Immobilisations corporelles	750	739
Titres mis en équivalence	<i>(Note 13)</i> 1 303	1 451
Autres actifs non courants	120	132
Impôts différés - Actif	235	236
Actifs non courants	4 991	5 373
Stocks et en-cours	604	581
Créances clients et comptes rattachés	1 151	1 255
Autres actifs courants	1 204	1 011
Placements financiers	<i>(Note 14)</i> 41	55
Trésorerie	<i>(Note 15)</i> 586	648
Actifs courants	3 586	3 550
Actifs destinés à la vente	<i>(Note 18)</i> -	437
Total Actif	8 577	9 360

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2013	31.12.2012
Capital social	800	800
Primes et réserves	770	2 020
Résultat de la période (part du Groupe)	1 483	89
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	3 053	2 909
Intérêts minoritaires	77	82
Capitaux propres	3 130	2 991
Provisions pour retraites et obligations assimilées	118	119
Provisions pour risques et charges non courantes	174	168
Dettes financières non courantes <i>(Note 16)</i>	1 282	2 165
Autres passifs non courants	141	93
Impôts différés - Passif	253	290
Passifs non courants	1 968	2 835
Provisions pour risques et charges courantes	267	293
Dettes financières courantes <i>(Note 16)</i>	245	238
Fournisseurs et comptes rattachés	1 521	1 651
Autres passifs courants	1 446	1 352
Passifs courants	3 479	3 534
Passifs destinés à la vente	-	-
Total Passif	8 577	9 360

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2012	800	880	1 631	(193)	(35)	(134)	2 949	75	3 024
Résultat net de la période			36				36	12	48
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)			(64)		40	(69)	(93)	1	(92)
Total des gains et pertes consolidés de la période			(28)		40	(69)	(57)	13	(44)
Distribution de dividendes			(166)				(166)	(24)	(190)
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires							0		0
Variation des actions propres				1			1		1
Rémunérations sur base d'actions			7				7		7
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires							0	2	2
Variation de périmètre et autres							0		0
Solde au 30 juin 2012	800	880	1 444	(192)	5	(203)	2 734	66	2 800
Solde au 1er janvier 2013	800	870	1 431	(179)	60	(73)	2 909	82	2 991
Résultat net de la période			1 483				1 483	8	1 491
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)					(103)	78	(25)		(25)
Total des gains et pertes consolidés de la période			1 483		(103)	78	1 458	8	1 466
Distribution de dividendes			(1 318)				(1 318)	(14)	(1 332)
Réduction de capital de la société mère (b)		(2)		2			0		0
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires							0		0
Variation des actions propres				(1)			(1)		(1)
Rémunérations sur base d'actions			5				5		5
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires							0		0
Variation de périmètre et autres							0	1	1
Solde au 30 juin 2013	800	868	1 601	(178)	(43)	5	3 053	77	3 130

(a) : Détail en note 17 de l'annexe aux comptes consolidés

(b) Réduction de capital réalisée par annulation d'actions propres.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

(Tous les chiffres sont exprimés en millions d'euros)

Note 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas en notes annexes l'ensemble des informations requises pour la présentation des comptes annuels. Ces états financiers condensés doivent donc être lus en liaison avec les comptes annuels publiés de l'exercice 2012.

Le Groupe applique les nouvelles normes ou amendements aux normes IFRS adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013. L'amendement le plus important porte sur la norme IAS 19 relative à la comptabilisation des avantages post-emploi. Il supprime notamment la méthode du corridor qui permettait de différer la comptabilisation des écarts actuariels lorsque leur montant, calculé par régime, n'excédait pas 10% de la valeur de l'engagement ou de la juste valeur des actifs du régime. Désormais les écarts actuariels sont immédiatement reconnus et comptabilisés en gains et pertes au sein des capitaux propres. Le Groupe n'est pas impacté par ce changement dans la mesure où il avait opté à compter du 1^{er} janvier 2007 pour ce nouveau mode de comptabilisation. Les autres principaux changements introduits par la norme IAS 19 sont les suivants :

- abandon du taux de rendement attendu des actifs qui servait à enregistrer le produit des actifs des régimes à prestations définies. Celui-ci est remplacé depuis le 1^{er} janvier 2013 par le taux d'actualisation qui est utilisé pour calculer les engagements de retraite ;
- les amendements de régime (coûts des services passés non acquis) sont dorénavant reconnus immédiatement au compte de résultat alors qu'auparavant leur enregistrement en résultat était étalé sur l'espérance de durée résiduelle d'activité ;
- la prise en compte de certaines nouvelles taxes dans le calcul des engagements.

L'ensemble des changements introduits par la norme IAS 19 ainsi que les différents autres textes applicables au 1^{er} janvier 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes présentés au 30 juin 2013.

Note 2 Principales variations du périmètre de consolidation

Dans le périmètre des filiales intégrées globalement, aucune variation significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2013.

Les principales activités intégrées sur le premier semestre 2013 qui n'étaient pas consolidées sur le premier semestre 2012 et celles déconsolidées postérieurement au 30 juin 2012 sont les suivantes :

Lagardère Active

- intégration sur six mois en 2013 du Groupe Le Guide.com, consolidé en 2012 à effet du 1^{er} juillet ;
- intégration sur six mois en 2013 de Billetreduc.com ; en 2012, seul le bilan de cette entité, acquise en fin d'année, avait été consolidé.

Lagardère Services

- intégration sur six mois en 2013 d'AdR Retail (exploitant des concessions de boutiques duty free/duty paid dans les deux aéroports de Rome), consolidé en 2012 à effet du 1^{er} octobre ;
- intégration sur six mois en 2012 du distributeur de livres suisse OLF, déconsolidé suite à sa cession à effet du 1^{er} octobre.

Par ailleurs, le Groupe a cédé au cours du premier semestre 2013 la totalité de ses participations, consolidées par mise en équivalence, dans les groupes EADS et Amaury.

EADS

Le 12 avril 2013, Lagardère a cédé par voie de placement privé auprès d'investisseurs qualifiés la totalité de sa participation de 7,4% dans le groupe EADS. EADS a participé à l'opération de placement pour un montant de 500 M€. La cession a été réalisée au prix unitaire de 37,36 € par action représentant un montant total de 2 283 M€ et a dégagé une plus-value nette de frais de 1 823 M€.

Au bilan du 31 décembre 2012, la participation avait été reclassée en actifs destinés à la vente. Aucune contribution d'EADS n'est comptabilisée dans les comptes 2013.

Amaury

Le 23 mai 2013, Lagardère Active a cédé la participation de 25 % qu'elle détenait dans le groupe de médias et d'organisation d'événements sportifs Amaury pour un prix total de 91,4 M€.

Cette cession s'est effectuée au travers d'une réduction de capital de la société Les Editions P. Amaury qui a procédé au rachat de ses propres actions. Elle a dégagé une moins-value (frais inclus) de 9 M€.

Note 3 Informations par branches d'activité

Les principales activités du groupe Lagardère sont regroupées au sein de son pôle Media qui se répartit entre les différentes branches d'activité suivantes :

- Lagardère Publishing : édition d'ouvrages dans les domaines de la littérature générale, de l'éducation, de l'illustré et des fascicules ;
- Lagardère Active qui regroupe,
 - d'une part, les activités audiovisuelles et numériques comprenant notamment l'édition de chaînes thématiques, la production et la distribution audiovisuelles, la radio et les régies publicitaires ;
 - d'autre part, les activités d'édition de presse, essentiellement dans le domaine des magazines grand public.
- Lagardère Services : Travel Retail, Distribution ;
- Lagardère Unlimited, branche dédiée au Sport et à l'Entertainment : gestion des droits de diffusion, commercialisation de droits et de produits marketing sportifs ; organisation et exploitation d'événements ; conseils en gestion et exploitation de stades et de salles multifonctionnelles ; représentation de talents, gestion d'académies sportives.

Par ailleurs, le Groupe détient au 30 juin 2013 une participation de 20% dans le groupe Canal+ France qui est gérée en dehors du périmètre du pôle Media.

Aux activités présentées ci-dessus, viennent s'ajouter les "autres activités" qui rassemblent notamment l'effet des financements contractés par le Groupe, le coût net de fonctionnement des sociétés holding du Groupe, l'activité de Matra Manufacturing & Services (dont les revenus sont inscrits en produits annexes des activités ordinaires).

Les cessions inter-branches sont généralement réalisées sur la base des conditions de marché.

Compte de résultat au 30.06.2013							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS et Autres activités (*)	Total consolidé
Chiffre d'affaires	931	473	1 814	204	3 422	-	3 422
Chiffre d'affaires inter-branches	(14)	(2)	-	-	(16)	-	(16)
Chiffre d'affaires consolidé	917	471	1 814	204	3 406	-	3 406
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	71	33	29	5	138	(33)	105
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	1	(5)	2	-	(2)	-	(2)
Résultat opérationnel courant	72	28	31	5	136	(33)	103
Charges de restructuration	(1)	(8)	(2)	(3)	(14)	-	(14)
Plus ou moins-values de cession d'actifs et risques associés	-	(11)	(2)	-	(13)	1 823	1 810
Pertes de valeur (**)	(10)	(254)	(30)	-	(294)	-	(294)
sociétés intégrées	(10)	(209)	(30)	-	(249)	-	(249)
sociétés mises en équivalence	-	(45)	-	-	(45)	-	(45)
Amortissements des actifs incorporels	(1)	-	(7)	(4)	(12)	-	(12)
Frais liés aux acquisitions	-	-	-	-	-	-	-
Ajustements de prix post acquisition (au-delà du délai d'un an)	-	(1)	-	-	(1)	-	(1)
Résultat avant charges financières et impôts (*)	60	(246)	(10)	(2)	(198)	1 790	1 592
Charges financières nettes	(1)	(2)	(7)	(5)	(15)	(40)	(55)
Résultat avant impôts (*)	59	(248)	(17)	(7)	(213)	1 750	1 537
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant							
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(12)	(6)	(33)	(39)	(90)	(4)	(94)
Coût des plans d'options	(1)	(2)	(1)	-	(4)	(1)	(5)
<p>(*) Dont plus-value sur cession des titres EADS : 1 823 M€. (**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.</p>							

Compte de résultat au 30.06.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS et Autres activités (*)	Total consolidé
Chiffre d'affaires	920	451	1 821	214	3 406	-	3 406
Chiffre d'affaires inter-branches	(15)	(1)		(1)	(17)	-	(17)
Chiffre d'affaires consolidé	905	450	1 821	213	3 389	-	3 389
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	57	31	37	(13)	112	(6)	106
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	1	(1)	2	1	3	42	45
Résultat opérationnel courant	58	30	39	(12)	115	36	151
Charges de restructuration	-	(11)	(2)	(1)	(14)	-	(14)
Plus ou moins-values de cession d'actifs et risques associés	1	-	(1)	-	0	-	0
Pertes de valeur (**)	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
sociétés intégrées	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
sociétés mises en équivalence							
Amortissements des actifs incorporels	(1)	-	(5)	(6)	(12)	-	(12)
Frais liés aux acquisitions	-	(2)	(1)	(1)	(4)	-	(4)
Résultat avant charges financières et impôts (*)	58	8	30	(20)	76	36	112
Charges financières nettes	-	(3)	(2)	(6)	(11)	(29)	(40)
Résultat avant impôts (*)	58	5	28	(26)	65	7	72
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant							
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(11)	(7)	(31)	(56)	(105)	(4)	(109)
Coût des plans d'options	(1)	(2)	(1)	-	(4)	(1)	(5)
<p>(*) Dont EADS : 42 M€ en contribution des sociétés mises en équivalence. (**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.</p>							

Financement 30.06.2013							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Flux générés par l'activité	(18)	7	12	100	101	(14)	87
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(28)	(27)	(13)	(3)	(71)	(27)	(98)
Flux opérationnels	(46)	(20)	(1)	97	30	(41)	(11)
Investissements	(18)	(11)	(71)	(104)	(204)	(6)	(210)
- incorporels et corporels	(13)	(7)	(65)	(76)	(161)	(2)	(163)
- financiers	(5)	(4)	(6)	(28)	(43)	(4)	(47)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	-	98	1	10	109	2 273	2 382
- incorporels et corporels	-	-	1	-	1	-	1
- financiers	-	98	-	10	108	2 273	2 381
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	14	-	14	-	14
Flux nets d'investissements	(18)	87	(56)	(94)	(81)	2 267	2 186
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(64)	67	(57)	3	(51)	2 226	2 175

Financement 30.06.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Flux générés par l'activité	(74)	52	5	49	32	14	46
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(17)	(39)	(15)	(8)	(79)	35	(44)
Flux opérationnels	(91)	13	(10)	41	(47)	49	2
Investissements	(15)	(73)	(55)	(65)	(208)	(2)	(210)
- incorporels et corporels	(11)	(5)	(42)	(43)	(101)	(2)	(103)
- financiers	(4)	(68)	(13)	(22)	(107)	-	(107)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	-	16	4	-	20	-	20
- incorporels et corporels	-	1	3	-	4	-	4
- financiers	-	15	1	-	16	-	16
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	10	-	10	-	10
Flux nets d'investissements	(15)	(57)	(41)	(65)	(178)	(2)	(180)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(106)	(44)	(51)	(24)	(225)	47	(178)

Bilan 30.06.2013							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Actifs sectoriels	2 149	1 497	1 600	979	6 225	422	6 647
Titres mis en équivalence	20	113	12	4	149	1 154	1 303
Passifs sectoriels	(1 025)	(980)	(1 088)	(668)	(3 761)	(159)	(3 920)
Fonds opérationnels employés	1 144	630	524	315	2 613	1 417	4 030
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé							(900)
Capitaux propres consolidés							3 130

Bilan 31.12.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Actifs sectoriels	2 194	1 735	1 599	944	6 472	297	6 769
Titres mis en équivalence	20	260	13	4	297	1 154	1 451
Passifs sectoriels	(1 155)	(1 064)	(1 128)	(625)	(3 972)	6	(3 966)
Fonds opérationnels employés	1 059	931	484	323	2 797	1 457	4 254
Actifs et passifs à céder							437
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé							(1 700)
Capitaux propres consolidés							2 991

Note 4 Chiffre d'affaires

	30.06.2013	30.06.2012
France	1 233	1 237
Etranger	2 173	2 152
Total	3 406	3 389

La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :

- le chiffre d'affaires 2013 retraité des entrées de périmètre et le chiffre d'affaires 2012 retraité des sorties de périmètre intervenues en 2013 ;
- le chiffre d'affaires 2012 et le chiffre d'affaires 2013 retraité sur la base des taux de change applicables en 2012.

Hors incidences liées aux variations de périmètre (+ 1,2 %) et de taux de change (- 0,7 %), le chiffre d'affaires reste stable entre 2013 et 2012.

Note 5 Charges de restructuration

Au 30 juin 2013, les charges de restructuration s'élèvent à 14 M€ dont 8 M€ chez Lagardère Active (continuation du plan de rationalisation des coûts), le solde étant principalement réparti au sein des activités de Lagardère Services (2 M€) et de Lagardère Unlimited (3 M€).

Au 30 juin 2012, elles s'élevaient à 14 M€ qui concernaient notamment Lagardère Active (11 M€) et Lagardère Services (2 M€).

Note 6 Plus et moins-values de cession d'actifs

Au 30 juin 2013, les plus et moins-values de cession d'actifs se soldent par un profit net de 1 810 M€ qui comprend, pour l'essentiel :

- une plus-value de 1 823 M€ sur la cession des titres EADS ;
- une moins-value de 9 M€ sur la cession des titres Amaury.

Ces deux opérations sont décrites en note 2 supra qui présente les variations de périmètre du premier semestre 2013.

Note 7 Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles

Au 30 juin 2013, les tests de valeur n'ont été réalisés que pour les actifs pour lesquels un indice de perte de valeur était identifié à cette date.

Au cours du premier semestre 2013, l'activité de diffusion de la Presse affiche un net recul par rapport à l'exercice précédent et est en retrait par rapport aux hypothèses contenues dans les budgets plans établis à fin 2012 qui avaient servi de base à la réalisation des tests de valeur dans les comptes annuels de l'exercice 2012.

Ce phénomène traduit le fait, qu'au-delà des variations conjoncturelles qui avaient pu être constatées notamment en 2012, la baisse du marché de la diffusion de la presse écrite comporte une dimension structurelle accrue.

Ce constat constitue un indice de perte de valeur pour les unités génératrices de trésorerie (UGT) dont les revenus sont issus de cette activité : la Presse Magazine chez Lagardère Active et l'activité de distribution de presse chez Lagardère Services.

Il a donc été procédé à une évaluation de la juste valeur de ces UGT au 30 juin 2013 sur la base de nouveaux budgets plans comportant des flux futurs de trésorerie révisés à la baisse. Les taux de croissance à l'infini qui avaient été fixés à fin 2012 à 1,5% et 2% respectivement pour la Presse Magazine et la branche Distribution de Lagardère Services ont été ramenés à 0%. Les taux d'actualisation appliqués à ces flux sont identiques à ceux utilisés lors de la clôture des comptes annuels 2012. Ces taux seront recalculés lors de la prochaine clôture annuelle étant précisé que le Groupe n'a pas identifié au 30 juin 2013 d'éléments susceptibles de les faire varier significativement.

Ceci a conduit à enregistrer des pertes de valeur pour un montant total de 234 M€ répartis sur les actifs de la Presse Magazine de Lagardère Active à hauteur de 204 M€ et sur l'activité de distribution en Suisse (filiale Payot Naville) de Lagardère Services à hauteur de 30 M€.

Les autres pertes de valeur enregistrées au 30 juin 2013 relativement aux sociétés intégrées s'élèvent à 15 M€ qui s'affectent :

- à l'écart d'acquisition de la filiale espagnole Salvat de Lagardère Publishing (Fascicules en Espagne et en Amérique Latine) à hauteur de 10 M€. Au 31 décembre 2012, une dépréciation de 5 M€ avait été comptabilisée pour prendre en compte la baisse d'activité de la filiale liée à celle du marché des fascicules en Espagne. Le budget plan prévisionnel établi à fin 2012 tablait sur une stabilité du chiffre d'affaires pour les années suivantes. En 2013, les nouvelles prévisions prennent en compte la poursuite constatée de la dégradation des conditions du marché des fascicules en Espagne à laquelle s'ajoute la confirmation des difficultés rencontrées par la filiale pour exporter en Amérique Latine, en particulier en Argentine ;
- à l'écart d'acquisition de la filiale numérique Newsweb de Lagardère Active à hauteur de 5 M€ dont le budget plan a été révisé en baisse suite à la dégradation des résultats attendus sur l'exercice 2013.

Les autres actifs qui avaient fait l'objet d'une dépréciation au 31 décembre 2012 demeurent valorisés sur la base des taux d'actualisation après impôt utilisés à cette date, tels que communiqués en note 10 de l'annexe aux comptes consolidés 2012.

Note 8 Autres charges

	30.06.2013	30.06.2012
Dépréciation d'actifs	(11)	(18)
Provision pour risques et charges	-	(1)
Pertes de change	(1)	-
Charges financières hors intérêts	(1)	(1)
Autres charges	(4)	(4)
Total	(17)	(24)

Les dépréciations d'actifs (10 M€ en 2013 et 18 M€ en 2012) concernent principalement des dépréciations d'avances auteurs chez Lagardère Publishing.

Note 9 Autres produits

	30.06.2013	30.06.2012
Gains de change	-	3
Provisions pour risques et charges	19	-
Autres produits	6	5
Total	25	8

Note 10 Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	30.06.2013	30.06.2012
Produits financiers sur prêts	2	3
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	1	2
Produits liés aux produits dérivés sur endettement net	2	-
Produits financiers	5	5
Charges d'intérêts des dettes financières	(55)	(44)
Charges sur cessions des VMP	(1)	-
Charges liées aux produits dérivés sur endettement net	(1)	(1)
Autres charges financières	(3)	-
Charges financières	(60)	(45)
Total	(55)	(40)

Note 11 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	30.06.2013	30.06.2012
Impôt courant	(83)	(24)
Mouvements sur les impôts différés	37	-
Total	(46)	(24)

Au 30 juin 2013 :

- l'impôt courant comporte la contribution additionnelle de 3% instituée en France au titre des dividendes versés à hauteur de 40 M€ ;
- les mouvements sur les impôts différés comportent à hauteur de 31 M€ une reprise d'impôt différé passif consécutive aux pertes de valeur enregistrées sur les titres de publication de la Presse Magazine.

Note 12 Résultat par action

Résultat net par action de base

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'actions liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de la période.

Résultat net par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les options sur actions non encore exercées consenties au personnel et n'ayant pas fait l'objet de contrats de couverture et pour autant que leur prix d'exercice soit inférieur au cours moyen coté de l'action sur la période de référence (options "dans la monnaie") ainsi que par les actions gratuites dès lors que leur attribution à la date fixée par le plan est probable (cas particulier des actions gratuites comportant une condition de performance).

	30.06.2013	30.06.2012
Résultat net - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (M€)	1 483	36
Nombre d'actions composant le capital au 30 juin	131 133 286	131 133 286
Autocontrôle	(3 252 446)	(3 705 043)
Nombre d'actions en circulation au 30 juin	127 880 840	127 428 243
Nombre moyen d'actions en circulation	127 869 567	127 394 416
Résultat net par action de base - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	11,60	0,29
Options sur actions et actions gratuites à effet dilutif		
Options sur actions	-	-
Actions gratuites	1 520 280	2 002 030
Nombre moyen d'actions après prise en compte des options sur actions et des actions gratuites à effet dilutif	129 389 847	129 396 446
Résultat net par action dilué - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	11,47	0,28

Note 13 Titres mis en équivalence

Les principales sociétés mises en équivalence sont :

	% d'intérêt		Au bilan		Au compte de résultat	
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013	30.06.2012
Canal+ France	20 %	20 %	1 154	1 154	0	0
Marie Claire	42 %	42 %	90	125	(35)	2
Groupe Amaury	-	25 %	-	98	-	-
O.E.E. (Because)	25 %	25 %	6	16	(10)	-
Éditions J'ai lu	35 %	35 %	16	16	-	-
S.D.A. (Société de Distribution Aéroportuaire)	45 %	45 %	10	11	2	2
SETC	49 %	49 %	13	14	-	-
Autres			14	17	(4)	(1)
Hors EADS			1 303	1 451	(47)	3
EADS	-	7,39 %	-	(*)	-	42
Total			1 303	1 451	(47)	45

(*) Les titres EADS ont été reclassés en actifs destinés à la vente au 31 décembre 2012 et ont été cédés le 12 avril 2013.

Canal+ France

Au 30 juin 2013, les titres Canal+ France ont été maintenus à la valeur d'utilité de 1 154 M€ telle que calculée et comptabilisée au 31 décembre 2012. Le nouveau budget plan communiqué par Canal+ France en avril 2013, sur lequel ont été appliqués les mêmes taux d'actualisation et de croissance à l'infini qu'au 31 décembre 2012, aboutit à une valorisation de la participation à un montant très proche de celui calculé à fin 2012. En conséquence, la contribution en résultat pour le premier semestre 2013 a été compensée par la dépréciation nécessaire pour ramener la participation à une valeur d'utilité inchangée à 1 154 M€.

Au 30 juin 2013, la procédure de liquidité prévue au pacte d'actionnaires conclu le 4 janvier 2007 avec le Groupe Vivendi reste toujours activée au plan juridique, étant précisé que le processus d'introduction en bourse proprement dit est suspendu.

Marie Claire

Au 30 juin 2013, sur la base d'une évaluation externe réalisée par un établissement financier et compte tenu de l'environnement économique de la Presse, la participation détenue dans le Groupe Marie Claire a été évaluée à 90 M€. Au 31 décembre 2012, la participation était comptabilisée pour un montant de 125 M€ ce qui a conduit à enregistrer sur le premier semestre 2013 une perte de valeur de 35 M€.

Titres OEE (Groupe Because)

Au 30 juin 2013, une perte de valeur de 10 M€ a été comptabilisée sur la participation de 25 % détenue dans le Groupe Because (spécialisé dans la gestion de droits dans le domaine musical). Ceci conduit à valoriser la participation à 6 M€, ce dernier montant ayant été calculé par référence à une valeur de marché réestimée en fonction de l'évolution de la situation financière du groupe.

Note 14 Placements financiers

Les placements financiers comprennent exclusivement des titres disponibles à la vente, évalués au bilan à leur juste valeur. Ils se répartissent de la façon suivante :

	30.06.2013	31.12.2012
Actions	25	24
Obligations	16	31
Total	41	55

Le poste Actions correspond aux actions Deutsche Telekom reçues en 2006 en échange des actions T-Online suite à la fusion des deux entités.

Note 15 Trésorerie

Au tableau de financement, la trésorerie courante est calculée comme suit :

	30.06.2013	31.12.2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	586	648
Concours financiers courants	(57)	(49)
Trésorerie courante	529	599

Note 16 Dettes financières

16.1 Composition des dettes financières

	30.06.2013	31.12.2012
Emprunts obligataires	1 243	1 457
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2	665
Dettes de location financement	1	1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	26	26
Autres dettes financières	10	16
Dettes financières non courantes	1 282	2 165
Emprunts obligataires	100	102
Emprunts auprès d'établissements de crédit	9	11
Dettes de location financement	1	1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	-
Autres dettes financières	135	124
Dettes financières courantes	245	238
Total dettes financières	1 527	2 403

16.2 Echancier des dettes financières

Par échéance	30.06.2014 (*)	30.06.2015	30.06.2016	30.06.2017	30.06.2018	> 5ans	Cumul
Total consolidé							
Emprunts obligataires	100	657	-	97	489	-	1 343
Emprunts auprès d'établissements de crédit	9	-	1	1	-	-	11
Dettes de location financement	1	1	-	-	-	-	2
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	-	10	1	6	9	26
Autres dettes financières	135	1	-	-	-	9	145
Au 30 juin 2013	245	659	11	99	495	18	1 527

(*) Les dettes dont l'échéance est inférieure à un an sont classées en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé.

Note 17 Gains et pertes enregistrés en capitaux propres

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres évoluent de la façon suivante :

1er semestre 2013 <i>(en millions d'euros)</i>	Autres réserves	Écarts de conversion	Écarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Variation des écarts de conversion		(33)		(33)		(33)
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			1	1		1
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			1	1		1
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net			-	-		-
des titres non consolidés			(2)	(2)		(2)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(2)	(2)		(2)
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net			-	-		-
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées				0		0
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt) *		(70)	79	9		9
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres				0		0
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt		(103)	78	(25)		(25)
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>						

1er semestre 2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Autres réserves	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Variation des écarts de conversion		35		35	1	36
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			0	0		0
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			1	1		1
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net			(1)	(1)		(1)
des titres non consolidés			(1)	(1)		(1)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(1)	(1)		(1)
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net			-	-		-
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(20)			(20)		(20)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt) *	(50)	5	(68)	(113)		(113)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	6			6		6
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(64)	40	(69)	(93)	1	(92)
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>						

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes enregistrés en capitaux propres s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2013		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Variation des écarts de conversion	(33)	-	(33)
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers dérivés	1	-	1
- des titres non consolidés	(2)	-	(2)
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	0	-	0
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt) *	9	-	9
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(25)	-	(25)
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>			

	1er semestre 2012		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Variation des écarts de conversion	36	-	36
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers dérivés	0	-	0
- des titres non consolidés	(1)	-	(1)
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(20)	6	(14)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt) *	(113)	-	(113)
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(98)	6	(92)
(*) : concerne uniquement le groupe EADS			

Note 18 Actifs et passifs associés destinés à la vente

Au 31 décembre 2012, figuraient en actifs destinés à la vente les titres EADS pour leur valeur comptable à cette date, soit 392 M€, majorée du montant de l'écart d'acquisition de 45 M€ comptabilisé lors du rachat des titres Matra Hachette par Lagardère Groupe, préalablement à la fusion-absorption de Matra Hachette par Lagardère Groupe en 1996 qui a donné naissance au groupe Lagardère. Cet écart d'acquisition s'affectait prioritairement à l'ensemble des activités de Hautes Technologies de Matra, apportées à EADS lors de sa création en 2000.

La cession de l'ensemble des titres EADS est intervenue le 12 avril 2013.

Note 19 Obligations contractuelles et engagements donnés

Par rapport aux éléments décrits en notes 33 et 34 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2012, les principales évolutions intervenues au cours du premier semestre 2013 sont les suivantes :

➤ *Plans d'options d'achats d'actions et plans d'attribution d'actions gratuites*

Suite au versement d'un acompte sur dividende exceptionnel de 9 € par action mis en paiement le 31 mai 2013, acompte ayant entraîné un ajustement du cours de bourse par EURONEXT d'un montant équivalent, représentant plus de 30% de la valeur de l'action avant détachement du coupon correspondant, la Gérance, en application des dispositions légales, a décidé qu'il serait procédé à une préservation des droits des titulaires d'options d'achat d'actions Lagardère SCA non encore exercés ainsi que des droits des titulaires d'actions gratuites Lagardère SCA non encore définitivement attribuées à la date de versement de cet acompte sur dividende.

Les plans en cours qui sont concernés sont les suivants :

○ Plans d'options d'achats d'actions

Plan 2003 : 1 163 783 options exerçables jusqu'au 18 décembre 2013 au prix de 51,45 €

Plan 2004 : 1 293 393 options exerçables jusqu'au 20 novembre 2014 au prix de 51,92 €

Plan 2005 : 1 423 739 options exerçables jusqu'au 21 novembre 2015 au prix de 56,97 €

Plan 2006 : 1 629 600 options exerçables jusqu'au 14 décembre 2016 au prix de 55,84 €

Soit un total de 5 510 515 options.

- Plans d'attribution d'actions gratuites

Plans 2009 : 131 080 droits à attribution

Plans 2010 : 129 200 droits à attribution

Plans 2011 : 621 700 droits à attribution

Plans 2012 : 638 300 droits à attribution

Soit un total de 1 520 280 droits.

La préservation de ces droits sera mise en œuvre selon l'une des méthodes prévues par les dispositions légales, au plus tard à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera en 2014 sur l'affectation du résultat de l'exercice 2013 et sur la distribution du dividende exceptionnel.

➤ *Lagardère Unlimited*

- au 30 juin 2013, les minima garantis contractés au titre des contrats à long terme de régie commerciale de droits sportifs s'élèvent à 828 M€ contre 880 M€ au 31 décembre 2012 ;
- au 30 juin 2013, les engagements reçus au titre de contrats signés avec des diffuseurs et partenaires s'élèvent à 1 223 M€ contre 1 281 M€ au 31 décembre 2012.

Note 20 Litiges

Enquête de la Commission de la Concurrence en Suisse

Cette enquête est décrite dans la note 35 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012. Depuis les événements qui y sont relatés, la COMCO a adopté une décision finale le 27 mai 2013 aux termes de laquelle l'autorité a condamné Diffulivre (branche Lagardère Publishing) sur la base d'un seul des trois griefs initialement envisagés, celui d'une exclusivité territoriale ayant pour objet ou effet de cloisonner le marché suisse.

Cette décision a fait l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral.

Lagardère assigne en justice Vivendi et Groupe Canal+ afin d'obtenir la restitution de 1,6 milliard d'euros de trésorerie au profit de Canal+ France

Le 12 février 2013, Lagardère, en sa qualité d'actionnaire de Canal+ France (20%), a assigné Vivendi et Groupe Canal+ (ci-après : « le groupe Vivendi ») à comparaître devant le tribunal de commerce de Paris afin d'obtenir que le groupe Vivendi restitue à Canal+ France sa trésorerie, laquelle atteignait près de 1,6 milliard d'euros au 30 novembre 2012.

Lagardère estime que le groupe Vivendi utilise de façon permanente l'intégralité de l'excédent de trésorerie de Canal+ France par le biais d'une convention de trésorerie dont Lagardère conteste la légalité.

Lagardère considère que l'utilisation faite par le groupe Vivendi de cette convention de trésorerie porte gravement préjudice à Canal+ France, dès lors que celle-ci :

- (i) perçoit une rémunération très faible, qui ne tient compte ni des montants en jeu, ni du caractère permanent de son utilisation par le groupe Vivendi ;
- (ii) finance à moindre coût les ambitions de filiales détenues à 100 % par le groupe Vivendi ;
- (iii) est exposée à des risques financiers injustifiés, compte tenu de l'absence de garantie constituée au profit de Canal+ France.

Lagardère considère que la défense de l'intérêt social de Canal+ France justifie cette action et regrette que cette situation, créée par le groupe Vivendi, provoque un blocage qui ne permet pas, en l'état, une introduction en bourse de Canal+ France dans des conditions normales.

Dans le cadre de leurs écritures en réponse déposées le 16 mai 2013, le groupe Vivendi et Canal+ France ont formé des demandes reconventionnelles alléguant que l'action intentée par Lagardère est abusive et leur crée un préjudice d'image et réclament à ce titre la condamnation de Lagardère au paiement de dommages et intérêts d'un montant global de 7,2 millions d'euros, au règlement de leurs frais pour un montant global de 1,7 million d'euros ainsi qu' aux entiers dépens, demandes que Lagardère juge infondées.

Par jugement en date du 10 juin 2013, le Tribunal de commerce de Paris a désigné Monsieur René Ricol en qualité de médiateur afin d'aider les parties dans la recherche d'une solution amiable au litige qui les oppose. Cette médiation devrait prendre fin le 30 septembre 2013.

Autres litiges

Les autres litiges mentionnés en note 35 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2012 n'ont pas connu d'évolution notable par rapport aux faits qui y sont décrits.

Note 21 Parties liées

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe n'a pas enregistré de transactions avec des parties liées autres que celles décrites en note 36 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2012.

3 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri-Regnault
92400 Courbevoie
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lagardère S.C.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Lagardère S.C.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Les notes 13 « Titres mis en équivalence » et 20 « Litiges » de l'annexe qui décrivent les raisons du maintien des titres Canal + France, consolidés par mise en équivalence, à la valeur d'utilité ;
- La note 7 « Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles » de l'annexe qui expose les indices de pertes de valeur identifiés sur le premier semestre 2013 ainsi que les pertes de valeur enregistrées en particulier sur les actifs de la presse de la branche Lagardère Active ;
- La valeur des actifs de la branche Lagardère Unlimited, telle que présentée dans la note 3 « Informations par branches d'activité » de l'annexe, qui, à l'instar du 31 décembre 2012, demeure fondée sur des hypothèses de réalisation des contrats en cours, de capacité à renouveler ces contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que des conditions de marge attribuées.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 28 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Bruno Balaire

Jeanne Boillet

4 - RESPONSABLES DU DOCUMENT- ATTESTATION DE LA GÉRANCE

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint, figurant en pages 4 à 13, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les comptes consolidés semestriels 2012 résumés présentés dans le Rapport Financier Semestriel 2012 avaient fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 38 de ce document, contenant deux observations relatives à :

- la note 12 de l'annexe qui décrivait les raisons du maintien des titres Canal + France, consolidés par mise en équivalence, à la valeur d'utilité;
- la valeur des actifs de la Branche Lagardère Unlimited, telle que présentée dans la note 3 « Informations par branche d'activité » de l'annexe, qui, à l'instar du 31 décembre 2011, demeurerait fondée sur des hypothèses de réalisation des contrats en cours, de capacité à renouveler ces contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que des conditions de marge attribuées.

Le rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 contenait deux observations :

- l'une relative à la note 10 de l'annexe des comptes consolidés qui concernait les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles, notamment celles relatives à Lagardère Unlimited et Lagardère Active ;
- l'autre relative à la note 19 de l'annexe des comptes consolidés qui présentait le traitement comptable retenu au 31 décembre 2012 pour la participation Canal+ France.

Les comptes consolidés semestriels 2013 résumés présentés dans le présent rapport financier semestriel 2013 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 39 qui contient trois observations relatives :

- aux notes 13 « Titres mis en équivalence » et 20 « Litiges » de l'annexe qui décrivent les raisons du maintien des titres Canal + France, consolidés par mise en équivalence, à la valeur d'utilité ;
- à la note 7 « Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles » de l'annexe qui expose les indices de pertes de valeur identifiés sur le premier semestre 2013 ainsi que les pertes de valeur enregistrées en particulier sur les actifs de la presse de la branche Lagardère Active ;
- à la valeur des actifs de la branche Lagardère Unlimited, telle que présentée dans la note 3 « Informations par branches d'activité » de l'annexe, qui, à l'instar du 31 décembre 2012, demeure fondée sur des hypothèses de réalisation des contrats en cours, de capacité à renouveler ces contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que des conditions de marge attribuées.

Paris, le 28 août 2013

Arnaud Lagardère

Pour la société Arjil Commanditée-Arco :

Arnaud Lagardère - Pierre Leroy